

CIMAP, les 10 propositions les plus innovantes retenues par la Fondation iFRAP		
Classement	catégorie	Dénomination de la mesure
1		Suppression de l'indicateur 040
2		Recours au financement participatif des entreprises
3	Simplification de la vie des entreprises	Simplification du régime des plus values de cession
4		Droit du travail: mise en place de l'ANI
5		Allègement des contraintes consécutives au franchissement du seuil de 50 salariés
6		Programme "Dites le nous une fois "
7		Test PME (évaluation de la législation en direction des PME)
8	Simplification de la vie des particuliers	Outil d'estimation des biens immobiliers en ligne
9		Espace en ligne personnalisé et sécurisé pour les associations
10	Simplifier l'administration	Principe: le silence de l'administration vaut accord

CIMAP, les 10 propositions manquantes proposées par la Fondation iFRAP		
Classement	catégorie	Dénomination de la mesure
1	Simplifier l'administration	L'échange de biens entre administrations
2	Simplifier la vie des entreprises	Mise en place d'une armoire numérique sécurisée des entreprises
3		Relever, simplifier et unifier les seuils sociaux
4	Simplifier la vie des particuliers	Amélioration de la mobilité des travailleurs: mise en place d'un système d'échange de bien sur le modèle du Home Swap Scheme
5		Mise en place d'une armoire numérique sécurisée des particuliers pour l'ensemble de leurs procédures administratives (carte d'identité, déclarations et avis d'impôts, factures de gaz/électricité, état civil, livret de famille etc...) et pour l'administration ("données personnelles conservées par l'administration susceptibles d'être mutualisées entre les services en fonction de la confidentialité: identité, carte vitale, numéro de sécurité sociale, données fiscales, données sociales, casier judiciaire etc...)
6		Renforcer les pouvoirs de la CADA avec auto-saisine et pouvoir de prononcer des astreintes
7	Démocratiser la gouvernance	Administration exemplaire: obligation pour chaque administration/service/opérateur/agence/association subventionnée, à publier un bilan financier/d'exécution budgétaire et son bilan social en ligne.
8		Publier spontanément sur leurs sites les déclarations d'intérêt des hauts fonctionnaires afin de développer les alertes éthiques citoyennes
9		Renforcer les évaluations contradictoires en publiant les études d'impact et les rapports d'évaluation des politiques publiques étudiées
10		Imposer la publication des budgets principaux et annexes et des comptes exécutés des collectivités locales, des établissements publics locaux et des organismes de sécurité sociale sur leur propre site accompagnés de leurs bilans sociaux